

s'applique tout particulièrement à ceux qui ne veulent pas faire d'études universitaires.

Dans les régions du Nord en plein essor industriel, nous avons vu un roulement considérable de la population blanche. Les Blancs vont dans le Nord pour quelque temps, ils y travaillent, puis ils retournent dans le Sud. La plus grande proportion d'entre eux n'y restent pas; pourtant la population locale continue de vivre des allocations de bien-être, dans une abjecte pauvreté. Nous devons projeter la formation professionnelle de concert, en collaboration et en consultation avec toute expansion industrielle possible; nous devons songer à la population locale pour veiller à la préparer pour le moment où les emplois seront offerts et à ne pas lui donner une formation pour un travail qui n'existera jamais dans cette région précise. Cela s'est produit sur une grande échelle.

Les députés qui ont pris la parole ont exposé toutes sortes de possibilités à explorer. Par exemple, on a proposé de faire faire un service militaire aux jeunes travailleurs sans emploi en ce moment, quand c'est possible. Un autre député a proposé que nous laissions nos concitoyens participer à la lutte contre la pollution. Ce sont d'excellentes propositions. Je voudrais en faire une autre. Nous ne devons pas oublier que le Canada est depuis longtemps principalement un exportateur de produits de base ou de matières brutes. Par suite de politiques administratives médiocres ou de l'absence de politique, nous avons privé nos concitoyens des milliers d'emplois. Nous transportons nos matières brutes aux États-Unis, au Japon ou ailleurs. Nous créons des emplois pour les habitants de ces pays, qui fabriquent le produit fini et nous le revendent en réalisant un profit intéressant. Nous devrions examiner sérieusement cette façon d'agir. Moyennant une planification et une politique administratives appropriées, je ne vois absolument pas pourquoi on ne pourrait pas établir au Canada des complexes industriels où l'on utiliserait ces procédés de fabrication. Ces initiatives seraient avantageuses à deux points de vue, d'abord en créant de nombreux emplois et ensuite, comme nous fabriquerions le produit fini, nous en tirerions en définitive les plus grands profits.

Les mêmes considérations s'appliquent aux lignes de conduite concernant l'agriculture. En théorie, on peut bien décréter qu'on ne doit pas tolérer l'existence d'une ferme trop petite pour faire ses frais. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue les facteurs humains en cause. Je suis d'avis qu'il vaut bien mieux, à court terme du moins, subventionner la production de certaines denrées agricoles de façon à garder les cultivateurs dans les petites fermes et à leur permettre de gagner leur vie, au moins en partie, que de les amener à la ville et de les y laisser subsister entièrement aux crochets du bien-être. Au titre du bien-être, ils seraient subventionnés à 100 p. 100. Deuxièmement, pendant que ces gens sont subventionnés temporairement, on devra faire une planification à long terme basée sur deux principes. D'abord, il faudrait trouver moyen d'améliorer leur sort et de leur permettre de gagner leur vie sans s'endetter pour le reste de leurs jours. Deuxièmement, il faudrait leur offrir une formation professionnelle et des possibilités d'emploi sur place avant de les encourager à abandonner la ferme, de sorte que lorsqu'ils décideront de partir, ils sachent qu'ils

auront un emploi et la formation professionnelle voulue pour le garder. Il se peut qu'un changement de gouvernement soit nécessaire avant de pouvoir accomplir cela. Évidemment, mon parti détient la solution logique.

• (8.20 p.m.)

**Des voix:** Bravo!

**M. Yewchuk:** En fait, lorsque notre groupe était au pouvoir, les choses allaient assez bien.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Toujours la même bande!

**M. Yewchuk:** J'ai dit que le premier ministre est un excellent artiste de la télévision. J'aime le voir sur le petit écran. C'est pourquoi j'aimerais qu'il s'occupe de télévision à plein temps. La Société Radio-Canada pourrait, j'en suis sûr, utiliser ses services. Quant à l'administration du pays, j'ai bien peur que le premier ministre et son gouvernement ne soient dépassés par les événements. Le pays a besoin d'un gouvernement capable d'administrer, apte à lancer de nouvelles idées, de nouvelles directives et des politiques spéciales pour répondre aux besoins spéciaux, tant régionaux qu'individuels. En guise de conclusion, monsieur l'Orateur, les Canadiens méritent la chance de se libérer du carcan économique dans lequel le gouvernement les maintient présentement.

[Français]

**M. Roland Godin (Portneuf):** Monsieur le président, je me fais un devoir de prendre part à ce débat qui se rattache à la motion du Ralliement créditiste visant à améliorer le sort réservé présentement à la jeunesse canadienne. Le problème que nous affrontons est double, puisque nous devons adopter des mesures susceptibles de réparer les négligences passées, tout en prévoyant des mesures pour l'avenir.

Au cours des cinq dernières années, j'ai rencontré des centaines d'étudiants, et leur désarroi devant l'avenir est inquiétant. Leur attitude devant les actes à poser reflète beaucoup de confusion.

Cependant, personne n'assume la responsabilité d'aider les jeunes à consacrer au service du peuple la pleine mesure de leurs talents. Ces jeunes sont conscients que l'économie canadienne devient de plus en plus impuissante à absorber la masse des spécialisés qui arrivent sur le marché du travail.

Pour ces jeunes, les prévisions à court terme sont les plus pessimistes, et les experts affirment que les possibilités d'emploi pour les nouveaux diplômés seront à peu près inexistantes au printemps.

La revue spécialisée *Supply and Demand* note, dans une livraison récente, que le nombre des emplois destinés aux jeunes universitaires n'a augmenté que de 3.4 p. 100 depuis 1969, alors que le nombre des diplômés connaissait un accroissement de 10 p. 100 durant la même période.

Ainsi, le fossé va s'élargissant, et les experts ne prévoient aucune amélioration dans un avenir prochain.

Dans le domaine des arts, on note que la baisse des emplois disponibles accuse des courbes qui varient entre 15 et 30 p. 100.